

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 17 au 23 septembre 2016

Rappel, la semaine dernière : Alstom, Fiscalité baisse d'impôts, Discours Salle Wagram, Menace terroriste ...

Soutiens à une seconde candidature et offres de service : modéré mais en hausse

Une vingtaine de personnes ont tenu à exprimer leur souhait de voir le Président concourir à sa propre succession.

Les principaux arguments exposés reposent sur la perception d'un Président « honnête » qui « incarne la France » par ses positions « humanistes et rassembleuses ». Quelques-uns l'enjoignent à développer un véritable « projet de société » : « dessinez la France et l'Europe que vous souhaitez pour nous et nos enfants, c'est urgent ! ».

Le bilan entraîne des opinions plus mesurées : « Certes, votre bilan est contrasté mais dans une situation tellement difficile, seule une personne comme vous peut mener la barque ! ».

Ces témoignages de confiance ont vocation à « renforcer [sa] détermination » à poursuivre son action au-delà de mai 2017 : « vous en êtes capables, foncez ! » ; « je suis convaincue que vous allez y arriver ».

Accompagnant ce mouvement, près de la moitié proposent leurs services : « je suis prêt à donner de mon temps pour mener à bien votre réélection, si vous êtes candidat bien sûr ! ».

A noter que depuis le début du mois, ces messages d'encouragements s'élèvent à près de soixante, dessinant ainsi une nette tendance à la hausse.

Remise du prix d'homme d'Etat de l'année : modéré

Assez peu commentée, avec 13 messages, la remise du prix d'Homme d'Etat de l'année a été l'occasion pour dix correspondants de féliciter chaleureusement le Président pour cette distinction « méritée », contre 3 commentaires acerbes.

Si les prises de positions présidentielles au lendemain des attentats de 2015 sont souvent rappelées, quelques-uns ont plus particulièrement retenu la reconnaissance de son leadership en Europe et dans le monde : « Je me réjouis que vous ayez eu ce prix pour vos actions internationales : continuez, renforcez l'Europe, gardez cette belle stature internationale ! ».

A cette occasion également, une poignée de soutiens ont exprimé leurs encouragements à briguer un second mandat en continuant à promouvoir la paix, les droits de l'homme et l'Etat de droit : « votre leadership récompensé par ce prix honore la France et devrait être le point de départ d'une nouvelle réflexion sur la place de notre pays dans le monde et dans votre campagne ! ».

Alstom : modéré, en baisse

Onze nouveaux correspondants ont fait part de leur opinion concernant la situation d'Alstom, portant le total à 35 depuis l'annonce du projet de fermeture et du transfert du site belfortain.

Si la semaine passée les messages pointaient les « échecs » de l'exécutif dans la défense de la production industrielle française et appelaient à une intervention de l'Etat, les correspondances sont essentiellement constituées cette semaine de propositions diverses visant à garantir le maintien des activités à Belfort. Un tiers insiste plus particulièrement sur le « nécessaire rapprochement » entre la SNCF et l'industriel Alstom. Cette collaboration pourrait être favorisée par le développement du « ferroutage », au bénéfice du « progrès écologique » entraîné par « la diminution du nombre de poids lourds » sur les routes françaises.

Seul un correspondant se satisfait du changement de site annoncé par la direction du groupe, qui répondrait selon lui « à un besoin de modernité ».

Conditions de travail des infirmiers : modéré

Depuis le mois de juin, cinq infirmiers se sont donné la mort à Toulouse, au Havre, à Saint-Calais, et à Reims. Largement relayée dans les médias, la mobilisation de ces professionnels s'est soldée par une journée de grève le 14 septembre dernier. Ces événements tragiques ont suscité une quinzaine de réactions de correspondants.

Ces derniers, constitués à 75% de témoignages de professionnels de la santé, disent **« comprendre la détresse, l'appel au secours, le mal-être de [leurs] collègues s'étant suicidés cet été »**. Dressant un constat sans appel de l'état de l'hôpital public, ces infirmiers et aides-soignants accusent le système de financement des hôpitaux instauré en 2005 d'avoir engendré des *« contraintes budgétaires »*, amplifiées depuis 2015 par le plan d'économies de *« 3 milliards sur trois ans »*.

Victimes de *« conditions de travail et de prise en charge des patients inacceptables »*, ils dénoncent le *« silence assourdissant »* de l'exécutif : *« que va-t-il falloir pour lancer une grosse prise de conscience ? Un électrochoc pour admettre que la profession est en danger, des décès à répétition, d'autres suicides ? »*.

Enfin, s'ils estiment que *« venir travailler dans des conditions pareilles est inhumain, dénué de sens »*, conduisant les *« soignants »* à devenir *« plus malades que les patients »*, ils demeurent nombreux à clamer leur *« amour à [leur] profession »*. Les revendications énoncées sont claires : *« améliorez nos conditions de travail : augmentez les effectifs, augmentez le nombre de CDI dans la fonction publique et valorisez les salaires ! »*.

Calais / accueil des migrants : faible

L'accueil de réfugiés sur l'ensemble du territoire à la suite du démantèlement de la « jungle » de Calais n'a plus suscité que 7 réactions cette semaine.

Minoritaires, les défenseurs des droits des migrants appelant le Président à faire preuve *« d'humanité »* représentent moins de 20% des correspondants. Ces derniers demandent particulièrement de renoncer à la construction d'un mur (*« une reproduction du Mur de Berlin ? Riche idée »*) tout en dénonçant *« les conditions d'hygiène déplorables »* dans lesquelles vivent les réfugiés.

A l'inverse, **80% se montrent hostiles à l'accueil des migrants** : **« vous vous rendez compte de l'argent dépensé pour ces étrangers au détriment des Français (vos électeurs)? »**. Parmi les réfractaires, plus de la moitié abordent la répartition des réfugiés sur l'ensemble du territoire en la qualifiant *« d'irréfléchie »* d'un point de vue sécuritaire et *« économiquement suicidaire »*. Ces craintes s'intensifient au fil des jours : seul un intervenant a plaidé en faveur des réfugiés cette semaine alors que six ont fustigé la venue prochaine de migrants dans leur commune : *« c'est nous qui allons les croiser et les côtoyer, pas vous ! Une consultation n'aurait pas été du luxe »*.

Cérémonie aux Invalides : très faible

L'hommage rendu aux victimes du terrorisme le 19 septembre n'a été que faiblement commenté.

Trois intervenants félicitent le Chef de l'Etat en insistant sur la *« justesse »* des paroles prononcées lors de son discours : *« vous avez su vous montrer à la hauteur, le garant de notre identité commune et des valeurs de la France »*. Sans émettre de critique sur la cérémonie et sa prestation, une personne s'est plainte de la date choisie : *« pourquoi organiser cela un lundi, les travailleurs ne peuvent pas y assister »*.

Situation en République Démocratique du Congo : très faible pour le moment

Seuls deux Congolais ont demandé l'aide de la France pour garantir l'impartialité des prochaines élections. Deux autres, membres de la diaspora, ont commenté le discours du Chef de l'Etat au siège des Nations-Unies : si un le remercie pour son *« discours de vérité condamnant le gouvernement congolais »*, le second se montre plus circonspect : *« Les paroles ne suffisent pas Monsieur, il faut des actes »*./.